

Le racisme s'impose-t-il au poste de commandement ?

mardi 21 septembre 2010, par [ACOR SOS Racisme](#), [GRÜNBERG Karl](#) (Date de rédaction antérieure : 16 septembre 2010).

Il ne suffit pas de se dire antiraciste, nos engagements politiques et sociaux contre la dégradation de la vie doivent comporter un vrai combat pour l'égalité de traitement, pour l'abolition des lois et des règlements discriminatoires, contre le nationalisme raciste, le colonialisme et l'impérialisme et pour le respect de toutes les traditions culturelles. En effet, le temps où les partis racistes étaient minoritaires est terminé...

La France de Nicolas Sarkozy a multiplié au cours de l'été 2010 les pogroms anti-roms, les Etats-Unis de Sarah Palin agitent la furie islamophobe contre la « mosquée de ground zero ». Et maintenant, c'est l'Allemagne de Thilo Sarrazin qui élève le racisme identitaire en tête des préoccupations des gouvernements occidentaux. Membre du directoire de la Bundesbank et du SPD (parti socialiste allemand), Thilo Sarrazin a publié un livre raciste « L'Allemagne court à sa perte ». Cet islamophobe croit à l'existence d'un gène juif, il a dû démissionner, mais il a suscité un fort courant de sympathie.

Avant la France, les USA, l'Allemagne... la Suisse !

En inscrivant le 26 novembre 2009 dans sa législation l'interdiction de construire des minarets, la Suisse avait ouvert la marque. Dans deux mois et demi, le 28 novembre, ses citoyen.ne.s auront le choix entre la peste et le choléra : l'initiative de l'UDC comme le contre-projet du Conseil fédéral proposent des mesures d'exception contre les « étrangers ». [1]

On croit parfois que l'appauvrissement est mère du racisme. La mobilisation des travailleuses et des travailleurs pour leurs intérêts communs ferait reculer ce dernier. Mais l'hostilité contre « l'étranger » ne contribue-t-elle pas à affaiblir la résistance à toutes les formes de dégradation de la vie et à l'insécurité qu'elle provoque ? L'enracinement du racisme ne fait-il pas obstacle à cette mobilisation ?

Lutter contre le racisme pour renforcer la résistance sociale

La révision de la loi sur le chômage précarisera les plus menacés. Les officines publicitaires des partis de droite vendent la « réforme » avec le savoir-faire des vendeurs de malbouffe, de cigarettes ou de petites culottes. La gauche appelle à la rejeter, rejointe à Genève par le MCG. Pourquoi ? Pour défendre les résidents de Genève « *au moment où l'afflux de frontaliers crée artificiellement de nombreux chômeurs, à l'heure où 60 milliards ont été trouvés pour sauver une grande banque* ». [2]

Qui ne connaît des exemples d'entreprises - publiques ou privées - où les tensions entre « communautés nationales » rendent la solidarité plus difficile ?

Chauvinisme majoritaire et autodéfense communautaire

Le communautarisme le plus fort est majoritaire, c'est le « sentiment identitaire suisse » que l'UDC met en musique en entraînant avec lui le Conseil fédéral tout entier. [3] Poussées au repli les communautés minoritaires se rendent visibles les démagogues ont beau jeu d'aggraver leur stigmatisation, leur discrimination.

Après la lutte contre la xénophobie, la lutte contre les réfugiés

Les succès contre les initiatives xénophobes des années 1970 à 2000 ont forgé la lutte contre la xénophobie. Les campagnes menées au nom de l'unité des travailleurs-euses se retrouvaient gagnantes. Mais les partis de droite, les associations patronales, les églises et le Conseil fédéral eux aussi faisaient voter « anti-xénophobe ». Les majorités étaient les leurs et leur argumentaire disait : « *Les Suisses ne veulent plus faire les sales boulots* ».

Dès 1985, la situation s'inverse. Aux « étrangers » succèdent les « réfugiés ». Les autorités suisses, les partis de droite, les patrons, le Conseil fédéral etc. n'ont pas cessé de réviser la Loi sur l'asile contre les prétendus abus que commettraient les réfugié·e·s. Ils ont bâti le socle sur lequel l'UDC érigea ce nouveau nationalisme raciste bien utile pour huiler des institutions sévèrement grippées.

Le clash des civilisations une idéologie raciste, impérialiste, colonialiste

Le 15 mai 1991, le gouvernement suisse annonce une nouvelle politique migratoire qui doit fermer la Suisse « *aux ressortissants des pays qui n'ont pas les idées européennes (au sens large)* » [4]). L'euphémisme est glaçant, il reflète la banalité du mal. [5]

Il fallait du souffle pour oser ça en mai 1991 ! Nelson Mandela était à peine sorti de prison et le parlement sud-africain était en train de voter la suppression de l'apartheid.

Cette avance de la Suisse sur les autres pays impérialistes (eux-mêmes se disent démocratiques), précède de six ans Samuel P. Huntington et son célèbre « Clash des civilisations » [6] qui annonce ce racisme des Palin, Sarkozy, Sarrasin, etc. qui s'impose aujourd'hui : « *Les trois questions suivantes résument les efforts de l'Occident sur la scène internationale : 1) le maintien de sa supériorité militaire par les politiques de non-prolifération et de contre-prolifération des armes nucléaires, biologiques et chimiques et des moyens de les utiliser ; 2) la promotion des valeurs politiques et des institutions occidentales en pressant les autres sociétés à respecter les droits humains tels qu'ils sont conçus à l'Ouest et à adopter la démocratie à l'occidentale ; 3) la protection de l'intégrité culturelle, sociale et ethnique des sociétés occidentales par la restriction du nombre des non-occidentaux admis comme immigrants ou réfugiés* ».

Karl Grünberg

* Paru en Suisse dans « *solidaritéS* » n°174 (16/09/2010), p. 10.

L'UDC TEINTE DE RACISME LA REVISION DE LA LACI

NON A CETTE REVISION ANTISOCIALE ! NON AU RACISME !

Communiqué de presse d'ACOR SOS Racisme

Le camp bourgeois s'est rassemblé pour cette importante bataille antisociale.

Le 26 septembre 2010, citoyennes et citoyens suisses se prononceront sur la révision de la LACI (assurance-chômage) que souhaitent le Conseil fédéral, les Chambres, le PLR, les verts libéraux, le PBD, l'UDC et les milieux économiques : précariser les plus fragiles, les jeunes, les aînés.

Le 7 mars 2010, ces milieux ont subi un cinglant échec. Ils craignent de perdre à nouveau. Ils avaient investi des millions pour baisser les retraites des plus pauvres, et 3 électeurs sur 4 ont balayé leur projet.

Christophe Darbellay, Fulvio Pelli et Toni Brunner, respectivement présidents du PDC, du PLR et de l'UDC ont donc réuni un comité « Oui à une assurance chômage sûre et solidaire » formé de 116 de leurs députés (45 UDC, 35 PLR, 32 PDC, 1 UDF, 1 Verts Libéraux, 1 PBD, 1 CVP). Dans une bataille antisociale d'importance, le camp bourgeois est uni : ce comité est coprésidé par 2 PDC, 1 Verts Libéraux, 4 PLR, 3 UDC, 1 PBD.

Le problème ? La campagne de terrain que mène l'UDC, elle est raciste.

Bien loin d'être dans l'opposition, l'UDC investit son argent et son savoir-faire dans cette campagne. Elle ment aux électrices et aux électeurs. Son affiche « social-raciste » escalade une marche de plus. Pour l'UDC, le chômeur « *c'est l'étranger qui vient en Suisse profiter de nos assurances sociales* » (sic). Son affiche illustre un « étranger » qui se prélassait dans un hamac frappé des couleurs suisses, qui joue hilare avec la pile de gros billets obtenus de l'assurance-chômage.

Un étranger ? De couleur sombre il a les yeux bridés, une grosse moustache, le nez camus, la mâchoire carnassière. Est-il africain, arabe, chinois, latino, philippin ? Il n'est pas blanc, c'est donc un « étranger ».

Ils font campagne avec un parti raciste !

Soixante et onze députés des autres partis bourgeois se sont donc associés à l'UDC qui conduit une campagne raciste. Les députés libéraux-radicaux genevois et vaudois Martine Brunschwig-Graf, Hugues Hiltbold et Claude Ruey, le démocrate-chrétien genevois Luc Barthassat participent à ce comité. Récemment encore ils s'opposaient au racisme et à la xénophobie.

Le racisme nourrit la politique antisociale ! Il faut le combattre !

Yvan Perrin, un des animateurs de cette nouvelle campagne, expliquait à la TSR (Télévision suisse-romande) les provocations de son parti à la veille du succès de l'initiative antiminarets « Nous irons aussi loin que la loi nous le permet » (*InfraRouge*, 9 octobre 2009).

ACOR SOS Racisme dénonce ce que l'UDC veut accréditer, à savoir la prétendue existence d'une délinquance qui serait tout à la fois pénale, sociale, raciale.

Maître du calendrier politique, l'UDC a obtenu que son initiative contre les « délinquants étrangers » soit votée, le 29 novembre 2010. qui ouvre à son tour la voie à une révision raciste du code de la nationalité.

Le gouvernement suisse a opposé un contre-projet à cette initiative. Il a ainsi donné aux citoyennes et citoyens suisses à choisir entre la peste et le choléra.

Pionnière en 1893 dans l'institutionnalisation de l'antisémitisme, la Suisse de 2009 a été, avec l'initiative antiminarets, pionnière dans celle de l'islamophobie.

La France de Nicolas Sarkozy comme l'Allemagne de Thilo Sarrasin nous donnent une idée des

nuages qui s'accumulent.

Il est encore temps d'agir pour éviter l'orage.

Karl Grünberg

ACOR SOS Racisme

079 771 68 47

Notes

[1] En 1893, la Suisse avait été le premier Etat européen à adopter une disposition ouvertement antisémite. Il est probablement inutile de rappeler la suite des événements. Le 24 septembre 2006, la LEtr fermait la Suisse aux non-Européens, etc.

[2] 7 juillet 2010, communiqué du MCG.

[3] En France, le régime Sarkozy a valorisé le communautarisme français, Berlusconi et Bossi les communautarismes italien ou padanien, etc

[4] *Rapport du Conseil fédéral sur la politique à l'égard des étrangers et des réfugiés, 15 mai 1991.*

[5] Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*, trad. française A. Guérin, Gallimard, 1966.

[6] Samuel P. Huntington, *The Clash of Civilizations And the Remaking of World Order*, Simon & Schuster, Londres, 1997, p. 185-186, notre traduction.